

celle que je propose. Ces défis manifestes à notre sécurité économique et à notre défense futures doivent primer de beaucoup les vicissitudes politiques du gouvernement ou des partis d'opposition. Ils exigent plus qu'une attitude politique indifférente; ils exigent la meilleure solution commerciale possible. Il faut peser la prospérité dont nous jouissons aujourd'hui en fonction des sombres réalités de la situation mondiale. Si confiants que nous soyons dans sa durée, n'allons pas perdre de vue les puissants facteurs qui peuvent y mettre fin tout à coup. Si nous voulons asseoir notre économie sur des bases solides, n'allons pas recourir à des stimulants financiers artificiels, si faciles à appliquer en temps de prospérité mais si difficiles à employer en temps de crise. Sachons donc prévoir le jour où nous serons abandonnés à notre propre sort du point de vue économique, quand le plan Marshall sèvrera nos clients d'outre-mer de dollars américains qui leur permettent d'acheter notre blé et notre bacon.

Je sais à quelle grandeur pourra s'élever un jour notre pays. Je ne veux être prophète de malheur, mais ma longue expérience dans l'agriculture m'a enseigné qu'il faut songer à l'avenir même en temps de prospérité. Si bonnes que soient les affaires, il faut savoir penser au lendemain et se demander comment et à quel point on peut prolonger cette prospérité, réelle ou factice. Je ne nie pas qu'il y ait prospérité dans le pays; au contraire, j'ai clairement démontré que les affaires vont bien.

Je sais que toutes les ressources du Canada peuvent un jour lui assurer un bel avenir. Il suffira d'utiliser judicieusement l'énergie, l'intelligence et l'initiative de notre population pour améliorer sans cesse notre niveau d'existence et assurer la paix, la prospérité et la sécurité nationale. Aucun pays de population comparable à la nôtre ne jouit d'une si grande puissance latente. Malgré les problèmes que j'ai signalés, aucun gouvernement, n'a eu de plus belles occasions depuis la confédération. Puisqu'il jouit maintenant d'une majorité embarrassante, le Gouvernement n'est plus obligé d'user d'expédients à des fins politiques même s'il s'est astucieusement assuré l'appui de certains députés aux dépens de l'entreprise libre. Je passerais pour mauvais joueur si j'allais conseiller au Gouvernement de se repentir au lendemain d'une si éclatante victoire. Je signale respectueusement, toutefois, qu'il importe de résoudre sans délai les grands problèmes qui se posent dans le domaine de l'économie et de la défense. Que chaque député donc, de quelque parti qu'il soit, oublie

ses préoccupations politiques, se mette à l'œuvre, et s'attaque aux problèmes commerciaux qui font fi de notre sottise.

A l'étape où nous en sommes, un bureau bien organisé ferait une rétrospection et le bilan des frais. En vue de protéger l'évolution et l'expansion du pays, nous devrions insister davantage sur l'économie et moins sur la politique.

En fait de législation sociale, nous avons beaucoup accompli, surtout depuis 1920, mais nous sommes encore en deça de nos ambitions et des aspirations du public. Tous ici reconnaissent que notre législation sociale devrait comporter des avantages qui répondent le plus possible aux besoins. Voilà un objet commun. Il est juste cependant que le pays tienne bien compte des frais qu'entraînent ces services; il doit se demander, en outre, si nos moyens, en cas de revers de fortune, nous permettront toujours de supporter ce fardeau.

Les dépenses au chapitre de la sécurité sociale dépasseront 800 millions de dollars durant la présente année, soit le double du revenu total tiré de sources fiscales et autres, au Canada, en 1935. En temps de prospérité, grâce au revenu national élevé dont nous jouissons actuellement, le coût de ces services n'est peut-être pas trop onéreux. Il n'est personne au Canada qui manque de charité au point de refuser d'assurer tous les services possibles dans ce domaine, aussi longtemps que nous pourrions en régler la note. Il nous faut, cependant, nous rendre compte des frais de ces services et nous assurer qu'ils ne grèvent pas trop lourdement notre économie.

Rien ne nous garantit que le revenu national restera au sommet où il se trouve maintenant. Il nous est possible, toutefois, de savoir quels services sociaux la population du pays réclame et que les hommes politiques cherchent à lui donner. Le moment est venu de reviser notre manière d'aborder la question du financement des mesures de sécurité sociale que nous avons déjà et qu'à titre de nation il nous faudra assurer et augmenter à l'avenir.

Dans la mesure où l'assurance-chômage, la pension de vieillesse et les allocations familiales tendront à maintenir la puissance d'achat à un niveau élevé, elles aideront la nation à faire face aux problèmes que pose une économie de crise. Mais les gens ne doivent pas se faire illusion sur le mode de financement des mesures de sécurité sociale. C'est le revenu national qui, en réalité, n'est que le produit des travailleurs, qui en fait les frais. Autrement dit, ce n'est pas le gou-